



LA COOPÉRATION SUISSE AU NIGER



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Mot de bienvenue de la Cheffe de coopération.....	5
La Suisse au Niger en bref.....	6
Un petit historique.....	7
Carte et zones d'intervention.....	8
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL (SADEL).....	12
Programme d'Appui à la Petite Irrigation (PAPI).....	14
Programme de Promotion de l'Entreprenariat Local (PROMEL).....	16
Résilience et Cohabitation Pacifique des Populations Agro-pastorales à Diffa (ZAMTAPO).....	18
ÉDUCATION DE BASE ET FORMATION PROFESSIONNELLE.....	20
Programme d'Appui à la Qualité de l'Éducation (PAQUE).....	22
Formation Professionnelle Rurale (FOPROR).....	24
Programme d'Appui à l'Éducation Alternative des Jeunes (PEAJ).....	26
GOVERNANCE ET PROTECTION.....	28
Programme d'Appui à la Gouvernance Démocratique (PAGOD).....	30
Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PACT).....	32
Programme d'Appui aux Médias (RAAYI).....	34
Programme Hydraulique Rurale – Appui au Secteur Eau et Assainissement (PHRASEA).....	36
Migration Interne et Apport de la Diaspora (NARIMEY).....	38
GENRE.....	40
MOMENTS FORTS 2022.....	42

MOT DE BIENVENUE DE LA CHEFFE DE COOPÉRATION



Le partenariat entre la Suisse et le Niger n'est pas récent. Les relations diplomatiques ont été établies en 1961 et un bureau de coopération suisse a été ouvert à Niamey dans les années 1970. En 1978, un accord de coopération a été signé avec le Gouvernement nigérien.

Au fil du temps, la Suisse a adapté son programme de coopération et ses approches aux besoins des populations, aux priorités du Gouvernement et aux dynamiques du contexte, tout en maintenant ses principes, notamment la proximité aux populations et l'engagement sur des niches pertinentes et innovantes. Cela a fait de la Suisse

un partenaire régulier aux côtés du Niger, fiable et crédible.

La Suisse vient en appui au Niger dans sa quête perpétuelle pour le bien-être des populations. Ses appuis s'inscrivent dans la stratégie de croissance inclusive Niger - 2035. En intégrant les outils de l'aide humanitaire dans le développement à long terme et en collaboration étroite avec ses partenaires, la coopération suisse met l'accent sur un développement durable, en soutenant l'économie locale et l'accès aux services de base adaptés aux besoins des populations, tout en renforçant un environnement de cohésion sociale et de paix. Les thèmes du « genre », de la « sensibilité au conflit » et du « ne laisser personne de côté » sont présents dans toutes ses interventions.

La présente brochure vous offre un résumé de l'engagement de la Suisse dans les trois domaines suivants : « Sécurité alimentaire et développement économique local », « Éducation de base et formation professionnelle » et « Gouvernance ». Le domaine de la Gouvernance inclut la protection des populations et la migration.

Aujourd'hui, plus que jamais, le par-

tage de l'information et la bonne collaboration sont cruciaux pour une coopération effective. L'objectif visé à travers l'élaboration de cette brochure est donc de vous informer sur l'engagement de la Suisse au Niger.

Nous vous souhaitons une bonne lecture !

Pia Hänni

La Suisse a une longue histoire de partenariat avec le Gouvernement du Niger. Elle est présente au Niger depuis 1978, à travers son bureau de coopération.



ENGAGEMENT DE LA SUISSE

La Suisse s'engage pour un développement socioéconomique inclusif et durable au Niger, en renforçant la cohésion sociale et en soutenant la consolidation de la démocratie. Ainsi, elle contribue à la stabilité et la prospérité du Niger, car il ne peut y avoir de développement sans paix, ni de paix sans développement.

La Suisse entend continuer à accompagner le pays dans cette période déterminante de son histoire, caractérisée par une consolidation dé-

mocratique et une détérioration des conditions sécuritaires. Les appuis de la Suisse s'alignent sur les orientations stratégiques définies par le Niger dans ses Plans de Développement Economique et Social et sa Stratégie de Développement Durable et de la Croissance Inclusive (SDDCI 2035).

La DDC maintient une concentration de son programme de coopération sur trois domaines d'intervention à fortes synergies :

- **La sécurité alimentaire et le développement économique local** visent à améliorer les capacités des populations rurales à générer des revenus et accéder aux denrées alimentaires nécessaires.
- **L'éducation de base et la formation professionnelle** soutiennent les apprenants pour qu'ils améliorent leurs compétences scolaires et professionnelles dans un système éducatif plus inclusif et plus résilient aux crises.
- **La gouvernance et la protection** soutenues par la Suisse se veulent démocratiques, inclusives et soucieuses du bien-être des populations. Elles protègent les personnes vulnérables notamment les victimes de conflits, les déplacés

internes ou les migrants.

Les thématiques du genre, de la gouvernance, de la jeunesse, de la migration et du secteur privé sont intégrées de manière transversale aux programmes. L'approche et les objectifs humanitaires sont également articulés à tous les domaines.

La Suisse privilégie l'approche d'un soutien aux dynamiques locales ainsi qu'un appui aux processus nationaux. Elle bénéficie d'une position privilégiée dans le dialogue politique, dans lequel elle est fortement engagée afin de promouvoir les réformes nécessaires et d'apporter ses innovations, leçons apprises et bonnes pratiques.



1961 : Etablissement des relations diplomatiques entre la Suisse et le Niger

1962 : Signature de l'accord de commerce, d'investissements et de coopération technique entre la Suisse et le Niger

1973 : Ouverture de l'agence consulaire suisse à Niamey (dépendant de l'ambassade à Abidjan, par la suite de Abuja)

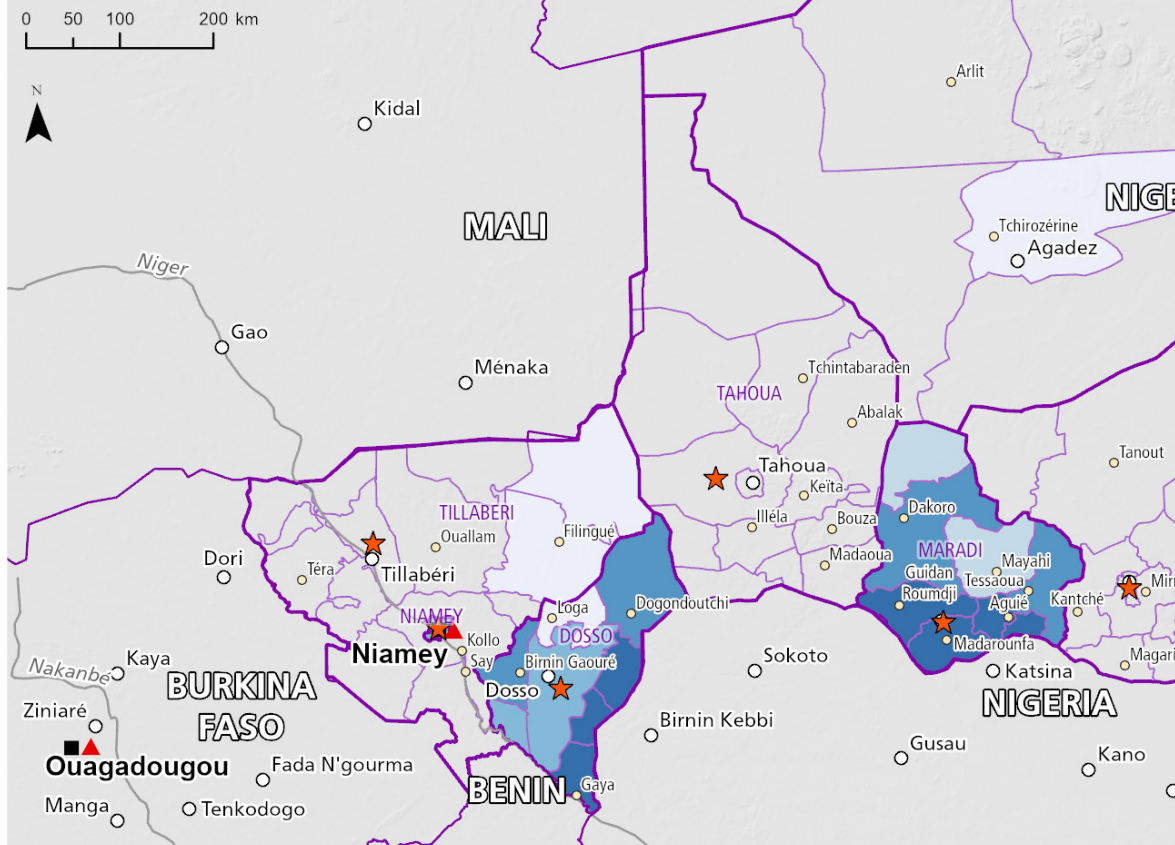
1977 : Ouverture du Bureau de coopération suisse à Niamey (complétant l'agence consulaire)

1978 : Signature de l'accord de coopération technique entre la Suisse et le Niger. Depuis 1978, le Niger est un pays prioritaire de la coopération suisse

NIGER - SDC PROJECT REGIONS

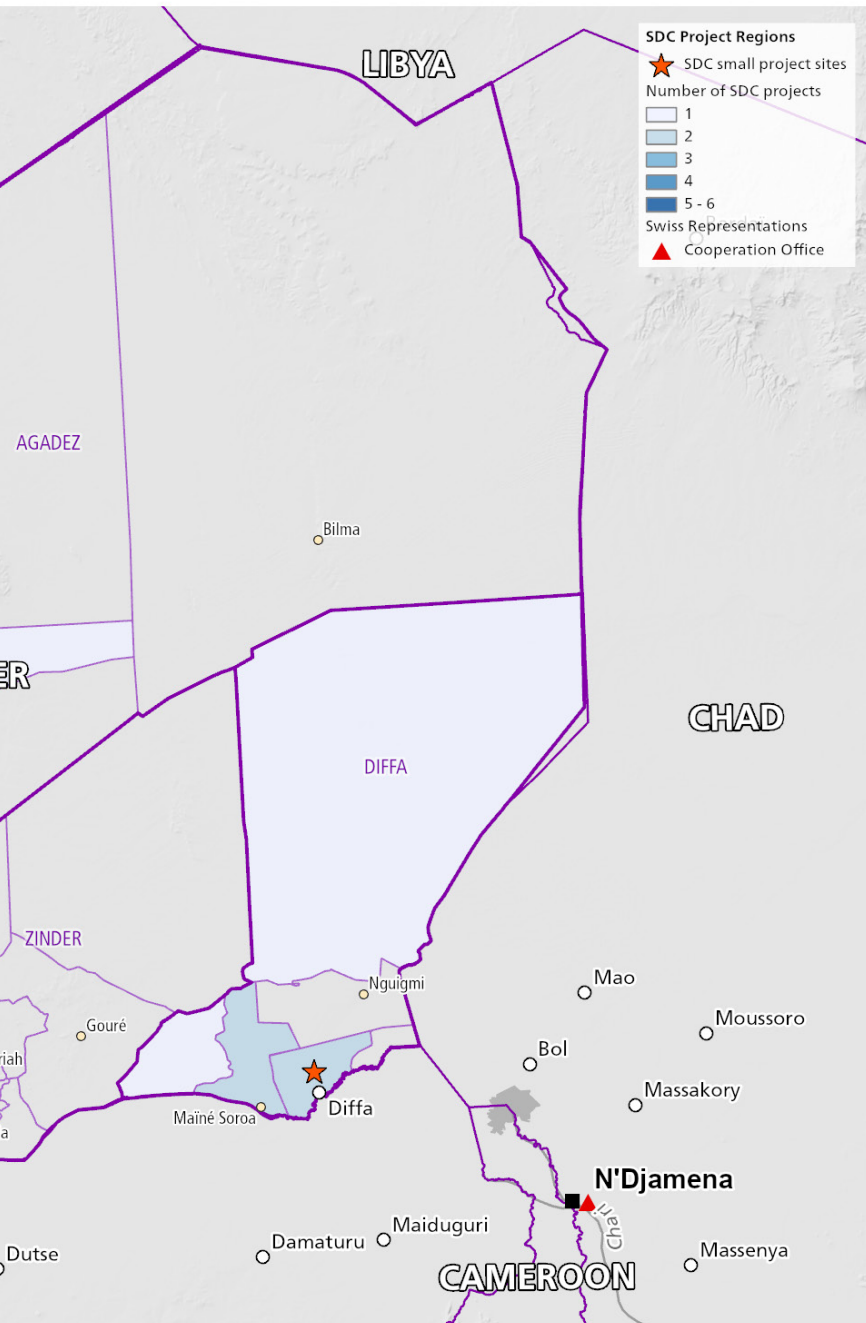
SDC Projects in Niger

FOPROR	Programme d'Appui à la Formation Professionnelle Rurale
NARIMEY	Programme Narimey : Migration interne et appui de la Diaspora
PACT	Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales
PADEC	Programme d'Appui au Développement Culturel
PASEC	Programme Panafricain d'Analyse des Systèmes Educatifs
PAGOD	Programme d'Appui à la Gouvernance Démocratique
PAPI	Programme d'Appui à la Production et à la Promotion des Cultures Irriguées
PASEFA	Programme d'Appui à la Sécurisation des Exploitations Familiales Agro-pastorales
PAQUE	Programme d'Appui à la Qualité de l'Education
PEAJ	Programme d'Education Alternative des Jeunes
PHRASEA	Programme d'Hydraulique Rurale et d'Appui au Secteur de l'Eau et Assainissement
RAAYI	Appui aux Médias du Niger pour une Opinion Citoyenne
PROMEL	Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Local au Niger
ZAMTAPO	Projet Triple Nexus à Diffa



Credits: SDC, ESRI;

General Remarks: The boundaries and names as well as the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by Switzerland



Date: 12.04.2022

Data compiled by: FDFA, SDC, HA, HA-GIS





SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL (SADEL)

L'économie du Niger repose essentiellement sur le secteur rural, notamment l'agriculture, l'élevage et la pêche, qui demeurent extrêmement vulnérables aux aléas climatiques. Ce secteur occupe plus de 80% de la population active, exacerbant les conflits relatifs à l'accès aux ressources naturelles. A cette situation, s'ajoutent la forte croissance démographique, les sécheresses répétitives, et la faible performance des systèmes de production. Chaque année, plus de 2 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire chronique.





CHIFFRES CLÉS

- Taux de contribution du secteur au produit intérieur brut (PIB) en 2020 : 37,7%
- Taux de croissance annuel du secteur (INS, 2020) : 3,9%
- Population agricole : 80%

MESSAGE CLÉ

La Suisse soutient l'insertion des jeunes et des femmes dans les activités agrosylvopastorales grâce au conseil, l'accès au financement et le coaching en entrepreneuriat.

OBJECTIF GLOBAL

Améliorer les capacités des populations rurales à générer des revenus et assurer leur sécurité alimentaire.

ENGAGEMENT DE LA SUISSE

La stratégie du domaine vise une sécurisation des bases productives et une autonomisation économique des exploitations familiales (EF) et des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Ceci se fait par les moyens suivants : appui aux filières à fort potentiel, développement des systèmes de marché, promotion de l'entrepreneuriat agricole, mise en œuvre des schémas d'aménagement fonciers, développement de la petite irrigation, financement et conseil agricole, et sécurité alimentaire / gestion des crises (aide alimentaire, transferts monétaires).

Par ailleurs, des actions transversales comme les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sont développées pour soutenir davantage l'accès au marché afin de créer plus de perspectives pour les jeunes et les femmes.

Les programmes du domaine :

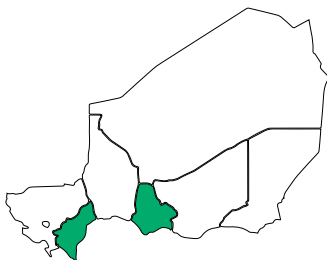
- PAPI : Programme d'Appui à la Petite Irrigation
- PROMEL : Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Local
- ZAMTAPO : Résilience et cohabitation pacifique des populations agro-pastorales à Diffa
- PASEFA : Programme d'appui à la sécurisation des exploitations familiales agro pastorales (en préparation)




PROGRAMME D'APPUI À LA PETITE IRRIGATION (PAPI)


PHASE 2

Au Niger, la sécurité alimentaire des populations est dépendante des performances des exploitations familiales agropastorales. Sous la pression démographique et les changements climatiques, les terres disponibles se sont raréfiées et les sols se sont épuisés. La culture maraîchère irriguée représente donc une alternative sérieuse à la sécurisation des revenus des ménages et à la modernisation des agricultures familiales.



 **DURÉE**
2020 - 2023

 **COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE**
Dosso et Maradi

 **BUDGET**
CHF 9 000 000
FCFA 5 400 000 000

 **GROUPE CIBLE**
Exploitations familiales (EF) avec une attention particulière aux jeunes et aux femmes.

 **MANDATAIRE**
Helvetas Swiss Intercooperation (HSI)

 **PARTENAIRES**

- Réseau des Chambres d'Agriculture (RECA)
- Chambres Régionales d'Agriculture (CRA)
- Collectivités Territoriales (conseils régionaux et communes)
- Agence National pour le Financement des Infrastructures aux Collectivités Territoriales (ANFICT)

OBJECTIF PRINCIPAL

Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à l'autonomisation économique des exploitations familiales.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

- Appui au Réseau National des Chambres d'Agriculture (RECA) pour la mise en place d'un dispositif de conseil agricole et de gestion à destination des exploitations agricoles : développement des modèles digitalisés, formation en éducation financière, diffusion des innovations sur la petite irrigation etc.
- Facilitation de l'accès des exploitations familiales au crédit subventionné en favorisant les femmes et les jeunes.
- Appui financier aux communes, en concertation avec les producteurs pour la construction d'infrastructures agricoles (aménagement des sites irriguées, réalisations de pistes d'accès aux marchés et magasins de conservation).

QUELQUES RÉSULTATS OBTENUS (Phase 1)

- Rôle crucial joué par la Suisse dans la définition d'une politique de financement et de conseil agricole au niveau national.
- Le conseil de gestion a permis d'accroître la productivité (76%) et les rendements des cultures (Plus de 50% toutes confondues).
- Plus de 400 exploitations familiales dirigées par des femmes ont bénéficié des financements auprès des institutions financières.
- Les applications numériques ont permis à plusieurs producteurs d'accéder au conseil agricole, aux services financiers et au marché.

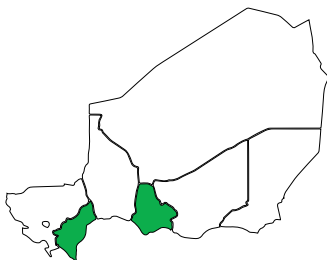
MESSAGE CLÉ

La Suisse contribue à la réduction de la migration, de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire par le développement de la petite irrigation au Niger.



PROGRAMME DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT LOCAL (PROMEL)


PHASE 1




L'économie du Niger est fortement informelle (60%) et repose sur le secteur agricole qui offre aux populations des revenus et emplois précaires et peu viables surtout pour les femmes et les jeunes. L'entrepreneuriat des jeunes et l'autonomisation économique des femmes constituent des priorités de développement économique du Niger que ce Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Local (PROMEL) entend soutenir.

 **DURÉE**
2020 - 2025

 **COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE**
Dosso et Maradi

 **BUDGET**
CHF 6 300 000
FCFA 3 780 000 000

 **GROUPES CIBLES**

- Femmes et jeunes sortants des centres de formation professionnelle
- Exploitations familiales
- Organisations paysannes, sociétés coopératives, entreprises agricoles
- Femmes et jeunes entrepreneurs
- Start-up formelles et informelles

 **MANDATAIRE**
Swisscontact

 **PARTENAIRES**

- Ministères sectoriels : Ministère du commerce, de l'industrie et de l'entrepreneuriat des jeunes (Maison de l'Entreprise, l'Agence Nationale de la Météorologie et de la Normalisation, etc.) ; Ministère des Finances (SE-SNFI) ; Ministère de l'Agriculture (DAC/POR) ; etc.
- Structures spécialisées (incubateurs, institutions financières, développeurs numériques, etc.)

OBJECTIF GLOBAL

Offrir aux femmes et aux jeunes des opportunités d'emplois grâce à la promotion de l'entrepreneuriat local et ainsi contribuer à l'amélioration de leurs conditions économiques et sociales, à une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'à la cohésion sociale.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

- Education financière au groupe cible afin de développer sa capacité d'analyse et d'intelligence financières pour mieux accéder et utiliser les financements, tout en l'accompagnant dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'affaires.
- Mise en relation avec les champions d'affaires (entreprises, commerçants grossistes, etc.) pour l'accès aux marchés.
- Accompagnement dans la mise en place, l'opérationnalisation ou l'adaptation de réformes susceptibles d'améliorer l'environnement des affaires au profit des chaînes de valeurs agricoles porteuses, des Micro Petites et Moyennes Entreprises (MPME), des femmes et des jeunes.

QUELQUES RÉSULTATS ESCOMPTÉS

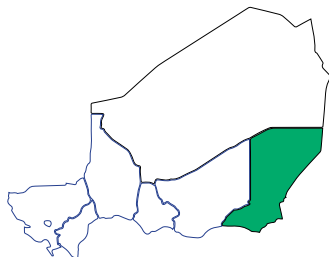
- 4 500 femmes et jeunes intéressés par la production agricole sont accompagnés et intégrés dans un système de production et de mise en marché viable, dirigé par des champions d'affaires.
- 500 femmes et jeunes sont accompagnés dans la transformation agroalimentaire.
- 100 Micro Petites et Moyennes Entreprises (MPME) sont devenues plus compétitives.
- 4 plateformes multi acteurs (pôles de compétitivité) autogérées par les acteurs locaux sont soutenues pour influencer les réglementations sectorielles.

MESSAGE CLÉ

La Suisse entend intensifier ses partenariats avec le secteur privé car ce dernier constitue un grand levier pour la croissance économique inclusive et durable.



RÉSILIENCE ET COHABITATION PACIFIQUE DES POPULATIONS AGRO-PASTORALES À DIFFA (ZAMTAPO*)



Depuis 2015, la région de Diffa est confrontée à une crise sécuritaire (qui engendre des déplacements forcés) et à des chocs climatiques récurrents. Les problématiques humanitaires viennent se super-positionner aux problématiques structurelles. Le pastoralisme, vu comme un potentiel de ressources dans la région, fait face à de nombreux défis qui affectent les moyens d'existence des populations hôtes et déplacées. La pression sur le foncier et les ressources continue de provoquer des conflits intercommunautaires.

**ZAMTAPO : zaman Taré = 'cohabitation' en langue haoussa, potol = 'paix' en langue peul*



DURÉE

2021 – 2024



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Départements de Diffa et Mainé Soroa (région de Diffa)



BUDGET

CHF 1 450 000
FCFA 870 000 000



GROUPES CIBLES

- Populations des six (6) communes ciblées dans les départements de Diffa et Mainé Soroa (autochtones, retournées, déplacées internes et réfugiées)
- Membres des structures locales dans les deux départements



MANDATAIRE

N/A



PARTENAIRES

- Action Contre la Faim Espagne (ACF – E) en partenariat avec HEKS/EPER

OBJECTIF GLOBAL

Contribuer à rendre les ménages plus résilients face aux chocs sécuritaire, sanitaire et climatique à travers un pastoralisme apaisé dans la région de Diffa.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

- Renforcement des capacités des acteurs du pastoralisme et des structures du code rural suivi d'un plaidoyer pour un pastoralisme apaisé.
- Sécurisation et viabilisation des espaces pastoraux.
- Prévention et gestion des conflits ainsi que la promotion de la cohésion sociale.
- Appui aux productions agropastorales.

QUELQUES RÉSULTATS ESCOMPTÉS

- Les capacités des acteurs œuvrant dans le pastoralisme sont renforcées sur la base d'un diagnostic.
- Un plaidoyer en faveur d'un pastoralisme apaisé dans la Région de Diffa est réalisé.
- Les structures du code rural sont opérationnelles dans la région de Diffa.
- Un consensus social sur le pastoralisme est trouvé et les puits pastoraux sont réhabilités sur des espaces sécurisés.
- Les productions agropastorales sont soutenues.

MESSAGE CLÉ

Le projet ZAMTAPO répond aux causes profondes des conflits communautaires dans une zone fragile et promeut un pastoralisme apaisé. Il est développé dans une approche « Triple Nexus » en couvrant les besoins humanitaires et en stimulant la résilience des ménages agropastoraux, tout en renforçant les acteurs et la cohésion sociale par une gestion pacifique des ressources en eau et du foncier.

ÉDUCATION DE BASE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

L'éducation et la formation au Niger traversent une période critique. Les compétences des sortants sont très faibles, ce qui conduit à un système éducatif inefficace que le Niger doit impérativement redresser. La couverture de l'éducation primaire universelle et l'achèvement du primaire sont entravés par une forte croissance de la population et un taux d'abandon élevé, affectant sérieusement les progrès déjà réalisés.





CHIFFRES CLÉS

- Nombre de jeunes / an sans qualification professionnelle : 400 000
- Taux d'élèves abandonnant leurs études dès la première année de scolarisation : 12%
- Taux d'adultes analphabètes 70%
- Taux de scolarisation à l'école primaire: 82%

MESSAGE CLÉ

La Suisse contribue au développement du capital humain au Niger à travers son appui à l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation et de la formation.

OBJECTIF GLOBAL

Améliorer les compétences scolaires et professionnelles des apprenants dans un système éducatif rendu plus inclusif et plus résilient aux crises.

ENGAGEMENT DE LA SUISSE

La stratégie d'intervention met l'accent sur l'amélioration de la qualité, de l'équité et de l'accès à l'éducation, y compris en situation de crises. Elle porte principalement sur le pilotage du système éducatif, la décentralisation de l'éducation, et l'institutionnalisation des offres éducatives. Face à la multiplication des foyers de conflits, elle vise également le renforcement de la protection des déplacés, réfugiés et migrants.

L'intervention de la Suisse privilégie la responsabilisation de l'Etat et de ses structures décentralisées. Elle est soit délivrée à travers une contribution aux mécanismes nationaux notamment le Fonds commun sectoriel de l'Education (FCSE), Fonds d'Appui à l'Apprentissage et à la Formation Professionnelle (FAFPA) ou sous forme de projets (éducation alternative et formation professionnelle).

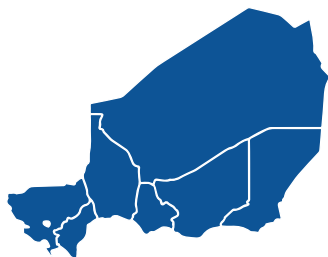
Les programmes du domaine :

- PAQUE : Programme d'appui à la qualité de l'éducation
- FOPPROR : Programme d'appui à la Formation Professionnelle Rurale
- PEAJ : Programme d'appui à l'Education Alternative des Jeunes



PROGRAMME D'APPUI A LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION (PAQUE)

PHASE 3



L'éducation au Niger est dans un état peu reluisant, particulièrement en ce qui concerne les compétences des élèves. Près de 90% des élèves ont de graves insuffisances dans les matières principales (mathématiques et français).



DURÉE

2019 - 2022



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Toutes les régions



BUDGET

CHF 9 250 000

FCFA 5 550 000 000



GROUPES CIBLES

- Filles et garçons des écoles primaires, secondaires, professionnelles et supérieur des 8 régions du pays
- Enseignants et encadreurs du système éducatif
- Cadres centraux et régionaux de l'éducation et de la formation
- Communes et les 8 régions réparties sur le territoire nigérien
- Comités des parents d'élèves, les mères éducatrices et les structures de gestion locale des établissements



MANDATAIRE

ONG Save the Children pour l'Action pilote Éducation en situation d'urgence de Diffa



PARTENAIRES

- Cellule d'Appui à la Mise en Œuvre et au Suivi (CAMOS)
- 5 ministères en charge de l'Éducation et leurs services déconcentrés régionaux et départementaux)
- Dispositifs nationaux (FAFPA, ANFICT)
- Collectivités territoriales

OBJECTIF GLOBAL

Appuyer les réformes essentielles pour améliorer la qualité du système éducatif à travers une contribution au Fonds Commun Sectoriel de l'Éducation (FCSE) et un dialogue politique fort.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

- Construction des infrastructures scolaires et mise en place d'équipements.
- Renforcement des capacités des enseignants pour améliorer les compétences des apprenants (formation, suivi encadrement).
- Appui à l'acquisition de manuels et matériels scolaires.
- Appui à la mise en œuvre d'actions pour la continuité de l'éducation en zone fragile (formation, équipement).
- Subvention aux écoles pour des actions d'amélioration de la qualité.
- Mobilisation d'expertise ponctuelle pour accompagner les acteurs locaux (passation de marché, audit).

QUELQUES RÉSULTATS OBTENUS

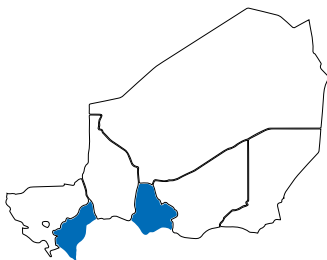
- 163 classes en matériaux définitifs construits.
- 68 000 tables bancs mises en place.
- 800 enseignants en formation initiale dont 416 femmes.
- 600 enseignants et personnels en formation continue dont 416 femmes.
- 5 000 établissements primaires et secondaires ont bénéficié de subvention directe.
- 1,1 millions de supports pédagogiques mis en place au primaire et secondaire.
- L'évaluation PASEC (Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs) de 2019 montre une évolution du niveau des élèves en terme d'acquis scolaires.

MESSAGE CLÉ

La Suisse appuie le développement du capital humain à travers sa contribution à l'amélioration des compétences scolaires et de formations professionnelles.



FORMATION PROFESSIONNELLE RURALE (FOPROR)



PHASE 3

Au Niger, environ 400 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail sans une véritable qualification professionnelle. Le manque de main d'œuvre qualifiée freine la production et réduit les perspectives de développement.



DURÉE

2017 – 2023



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Dosso et Maradi



BUDGET

CHF 15 666 601

FCFA 9 399 960 600



GROUPES CIBLES

- Jeunes filles et garçons non scolarisés et déscolarisés âgés de 14 à 35 ans
- Organisations professionnelles d'artisans et de paysans
- Formateurs des différents dispositifs de formation



MANDATAIRE

Swisscontact



PARTENAIRES

- Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA)
- Fédération Nationale des Artisans du Niger (FNAN)

OBJECTIF GLOBAL

Garantir une formation professionnelle de qualité et adaptée à la réalité socio-économique afin de permettre aux jeunes filles et garçons d'acquérir des connaissances et des compétences indispensables à leur épanouissement, à leur développement et à leur insertion socio-économique.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

- Sélection par appel d'offres des centres de formation, planification et mise en œuvre des sessions de formation.
- Formation des formateurs sur les techniques pédagogiques et l'approche par compétence.
- Appuis institutionnels aux secrétaires permanents des conseils régionaux pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre du programme.
- Accompagnement des sortants de centres par les conseillers en orientation.

QUELQUES RÉSULTATS OBTENUS

- 36 600 jeunes filles et garçons formés.
- Les sites Intégrés de Formation Agricole (SIFA) et les centres d'apprentissage artisanal de type dual sont reconnus comme des centres agréés par le FAFPA (Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage).
- Les comités régionaux d'apprentissage ont été créés pour approuver les dossiers de projets remontés par les communes et les organisations professionnelles de base (réalisé uniquement pour le financement FOPROR).

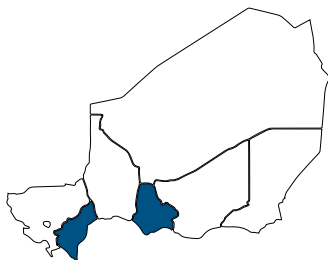
MESSAGE CLÉ

La Suisse est pionnière dans le domaine de la formation agricole (SIFA) et l'apprentissage de type dual comme alternatives pour donner plus d'opportunités aux jeunes de s'insérer en peu de temps et à moindre coût dans les économies locales.



PROGRAMME D'APPUI À L'ÉDUCATION ALTERNATIVE DES JEUNES (PEAJ)

PHASE 2



Au Niger, un enfant sur trois âgé de 7 à 16 ans demeure hors école. Le taux d'analphabétisme stagne à 70% et la durée moyenne de scolarisation par habitant reste très faible à 1,5 ans. L'adoption par le gouvernement d'un plan visant l'éradication de l'analphabétisme à l'horizon 2023 n'a pas permis d'améliorer la situation.



DURÉE

2018 – 2023



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Dosso et Maradi



BUDGET

CHF 7 833 445

FCFA 4 700 000 000



GROUPES CIBLES

- Filles et garçons non-scolarisés et déscolarisés, de 9 à 14 ans, au niveau des régions rurales de Dosso et Maradi
- Enseignants des centres et leurs encadreurs pédagogiques
- Comités de gestion des établissements scolaires (COGES)



MANDATAIRE

- Consortium Swisscontact - Enfants du Monde



PARTENAIRES

- Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Éducation Non Formelle (DGAENF)
- Institut National de Formation en Alphabétisation et Éducation Non Formelle (IFAENF)

OBJECTIF GLOBAL

Permettre aux filles et garçons non scolarisés de 9 à 14 ans d'intégrer la vie sociale et économique grâce aux compétences de base acquises.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

- Formation des enseignants sur les spécificités des centres communautaires d'éducation alternative (CCEAJ).
- Formation des directeurs d'école et de la chaîne d'encadrement pédagogique.
- Missions d'encadrement pédagogique des enseignants.
- Formation des organisations locales de gestion et de suivi de l'école sur la mobilisation sociale et le maintien des filles à l'école.
- Élaboration des manuels pédagogiques avec le soutien de Enfants du Monde.

QUELQUES RÉSULTATS OBTENUS

- 16 500 enfants âgés de 9 à 14 ans, dont au moins 50% de filles, ont complété avec succès le cycle d'éducation alternative.
- 58% des salles de cours des centres d'éducation alternative ont été construits en matériaux améliorés (par les communes).
- Des supports pédagogiques articulant les connaissances instrumentales à l'éveil aux métiers sont finalisés et utilisés par les acteurs.
- Les compétences des enseignants des CCEAJ sont renforcées grâce à des formations continues adaptées et à un encadrement pédagogique plus efficace.

MESSAGE CLÉ

Les centres communautaires d'éducation alternative des jeunes (CCEAJ) constituent une alternative d'éducation de base pour les enfants des sédentaires, nomades, déplacés, réfugiés.

GOUVERNANCE ET PROTECTION

La bonne gouvernance est le socle sur lequel se construit le développement d'un pays. Le Niger est engagé depuis plusieurs décennies à asseoir une meilleure participation des citoyens à tous les niveaux dans les espaces politiques et communautaires; et à leur garantir les services de base essentiels à leur bien-être dans une société plus sûre, juste et équitable.





CHIFFRES CLÉS

- 265 communes dont 214 rurales et 41 urbaines
- 3% du budget national transféré aux collectivités territoriales
- 1212 femmes sur 4.478 élus locaux (27,1%) (ONPG)
- Plus de 50% de nigériens n'ont pas accès à l'eau

MESSAGE CLÉ

La Suisse aborde la gouvernance dans une perspective durable, multi-niveaux et systémique lui permettant ainsi d'influencer des réformes profondes au niveau des acteurs.

OBJECTIF GLOBAL

Contribuer à une gouvernance démocratique inclusive soucieuse du bien-être des populations et protéger les populations vulnérables (victimes de conflits, déplacés internes, migrants).

ENGAGEMENT DE LA SUISSE

L'une des priorités de l'engagement de la Suisse au Niger est la décentralisation et le processus démocratique. Concernant la décentralisation, la Suisse appuie les collectivités territoriales afin qu'elles puissent fournir aux populations un accès inclusif et durable aux services de base, dont l'eau potable, les soins de santé, l'éducation, la voirie et les services administratifs de proximité. S'agissant du processus démocratique, la Suisse soutient l'organisation d'élections transparentes via un appui à la Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI).

L'engagement de la Suisse sur la thématique de la migration et des populations déplacées, par le biais de la recherche, du dialogue politique et des activités de protection, est renforcé. La Suisse continue aussi à s'engager dans la prévention de la violence, la protection des victimes de violence et dans l'offre de solutions durables pour les personnes déplacées.

Les programmes du domaine :

- PAGOD : Appui à la Gouvernance Démocratique
- PACT : Appui aux Collectivités Territoriales
- RAAYI : Appui aux Médias pour une Option Citoyenne
- PHRASEA : Appui au Secteur Eau et Assainissement
- NARIMEY : Migration Interne et Apport de la Diaspora



PROGRAMME D'APPUI À LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE (PAGOD)



PHASE 1

Le Niger a amorcé depuis trois décennies un processus démocratique qui est confronté à de nombreuses difficultés. Dans l'intérêt d'une stabilité maintenue, la Suisse, à travers le PAGOD, soutient les acteurs politiques, institutionnels et les citoyens dans le renforcement de la culture démocratique.



DURÉE

2019 - 2023



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Toutes les régions



BUDGET

CHF 9 844 000

FCFA 5 906 000 000



GROUPE S CIBLES

- Institutions nationales: commission électorale nationale indépendante (CENI), conseil national de dialogue politique (SE-CNDP), réseaux parlementaires de l'assemblée nationale, partis politiques
- Autorités administratives et traditionnelles locales
- Populations



MANDATAIRE

Consortium GFA-Swissaid



PARTENAIRES

- Ministères de l'Intérieur et de la Décentralisation
- Commission Nationale Indépendante (CENI)
- Conseil National de Dialogue Politique
- Secrétariat Permanent ITIE
- Réseaux parlementaires
- Société Civile / Activistes

OBJECTIF GLOBAL

Contribuer au renforcement du processus démocratique en cours au Niger en vue de consolider la paix et la stabilité du pays et de la sous-région.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

- Renforcement des capacités des acteurs du processus électoral : CENI, Société civile, partis politiques, etc.
- Relance du dialogue politique entre les différentes parties prenantes.
- Promotion de la participation politique des femmes et des jeunes.
- Renforcement de la performance des administrations publiques.

QUELQUES RÉSULTATS OBTENUS

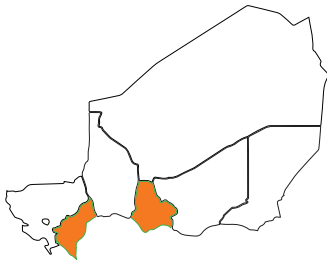
- Appui à la CENI pour l'organisation des élections de 2020 / 2021.
- Mise en place d'un réseau de web activistes sur la veille citoyenne.
- Appui à ITIE pour la compilation de conventions minières.
- Plusieurs campagnes de sensibilisation conduites.
- Appui à l'élaboration de budget participatif pour les zones minières.
- Activités de renforcement de capacités au niveau du Parlement.
- Renforcement de capacités des partis politiques en lien avec le CNDP.

MESSAGE CLÉ

La Suisse agit sur la consolidation de la démocratie et appréhende les élections comme un processus pour lequel elle mobilise tous les acteurs avant, pendant et après les scrutins.



PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (PACT)



PHASE 2

Le Niger s'est engagé dans la décentralisation depuis plus de 15 ans par la création de 265 collectivités territoriales avec des moyens modestes ne leur permettant pas d'assurer la délivrance des services publics aux populations. Ce programme ambitionne de faire avancer à tous les niveaux la décentralisation pour que les collectivités soient véritablement en mesure de conduire leurs missions.



DURÉE

2021- 2025



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Dosso et Maradi avec couverture nationale selon les activités



BUDGET

CHF 15 000 000

FCFA 9 000 000 000



GROUPES CIBLES

- Collectivités Territoriales
- Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
- Association des Municipalités du Niger
- Association des Régions du Niger
- Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales, Services Techniques Déconcentrés
- Société Civile
- Populations



MANDATAIRE

Laboratoire Citoyennetés



PARTENAIRES

- Ministère en charge de la décentralisation
- Agence Nationale de financement des collectivités territoriales (ANFICT)

OBJECTIF GLOBAL

Faire des collectivités territoriales des acteurs performants qui assurent leur développement économique et la délivrance de service de qualité à des populations impliquées dans la gestion locale.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

- Formation continue des nouveaux élus et du personnel local dans les 90 collectivités partenaires.
- Organisation de missions d'appui conseil de proximité.
- Appui aux initiatives d'inter collectivités et de coopération transfrontalière.
- Élaboration de guides et d'outils d'aide à la gestion locale.
- Plaidoyer en faveur du transfert de compétences et de ressources.
- Appui à la mise en œuvre des PDC et des PDR des collectivités partenaires.

QUELQUES RÉSULTATS OBTENUS (Phase 1)

- Augmentation avérée à Dosso et à Maradi de la participation citoyenne, les citoyens interagissent davantage avec les administrations locales et les élus (72 débats publics organisés, 39 structures de veille citoyenne mises en place, 142 exercices de redevabilité conduits).
- Au niveau des collectivités territoriales, amélioration de la coordination du développement local et régional et de la mobilisation des ressources fiscales (+ 30% dans les communes).
- Les capacités de gestion administrative et financière d'environ 3'000 élus et staffs techniques ont été améliorées dans 37 collectivités.
- L'Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT) est devenue opérationnelle avec l'appui déterminant de la Suisse, premier partenaire à s'aligner sur les procédures nationales.

MESSAGE CLÉ

La Suisse, convaincue du potentiel des collectivités territoriales, a fait le choix d'axer son intervention sur le terrain au niveau des communes et des régions et s'engage, en tant que Cheffe de file des partenaires techniques et financiers du secteur décentralisation, pour un plaidoyer fort pour leur accompagnement.

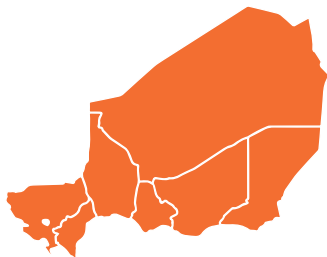


PROGRAMME D'APPUI AUX MÉDIAS (RAAYI*)

PHASE 1

Au Niger, en dépit de la consécration de la liberté de la presse par la constitution et l'émergence d'un pluralisme médiatique, les médias n'arrivent pas à satisfaire les besoins en information des citoyens, encore moins à répondre aux attentes des jeunes et des femmes.

**RAAYI = "opinion" en langue haoussa*





DURÉE

2018 - 2023



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Toutes les régions



BUDGET

CHF 4 100 000

FCFA 2 460 000 000



GROUPES CIBLES

- Population nigérienne (jeunes, femmes)
- Journalistes du Studio Kalangou et des radios partenaires
- Radios partenaires
- Institutions indépendantes et la société civile



MANDATAIRE

Fondation Hirondelle



PARTENAIRE

Conseil Supérieur de Communication (CSC)

OBJECTIF GLOBAL

Améliorer l'accès des populations à une information de qualité, leur permettant de participer à la construction de la démocratie et à la stabilité du pays en promouvant une culture de paix.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

- Production et diffusion d'émissions d'information nationales et régionales de qualité, sur les élections et l'éducation citoyenne, sur les droits et les initiatives des femmes.
- Élargissement du réseau de radios partenaires à 52 radios et 7 TV ainsi que la mise à disposition des émissions sur les réseaux sociaux.
- Renforcement de capacités des journalistes et des techniciens des radios partenaires afin d'améliorer la qualité de leurs productions ainsi que la consolidation de leur visibilité financière.

QUELQUES RÉSULTATS OBTENUS

- Taux de couverture de plus de 70% du bassin de la population nigérienne.
- Près de 40% du contenu de l'actualité vient des régions.
- 96 Forums et 31 magazines par an traitent des thèmes du genre.
- Plus de 50 éléments produits et diffusés sur les élections.
- 99 techniciens et 217 journalistes ont été formés.

MESSAGE CLÉ

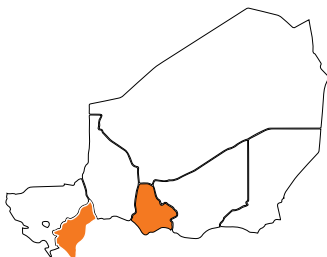
La Suisse renforce la participation politique des jeunes et des femmes pour une gouvernance plus inclusive via les médias, important vecteur d'expression citoyenne.



PROGRAMME HYDRAULIQUE RURALE – APPUI AU SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT (PHRASEA)

PHASE 3

Moins de 50% des nigériens ont accès à l'eau potable et seuls 4% disposent de conditions d'assainissement de base. La croissance démographique galopante à laquelle s'ajoutent la dispersion de la population sur le territoire et la précarité des finances publiques freinent les progrès dans le secteur.





DURÉE

2022 - 2025



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Dosso et Maradi



BUDGET

CHF 18 700 000

FCFA 11 220 000 000



GROUPES CIBLES

- Populations des zones rurales et pastorales
- Elèves fréquentant des établissements scolaires du 1^{er} degré
- Patients des Centres de Santé Intégrés



MANDATAIRE

Helvetas Swiss Intercooperation



PARTENAIRES

- Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA)
- Services techniques régionaux et départementaux de l'hydraulique
- Collectivités territoriales (Conseils régionaux et communes)

OBJECTIF GLOBAL

Soutenir les collectivités territoriales afin qu'elles délivrent des services publics eau et assainissement adéquats et accessibles et qu'elles assurent la sécurité alimentaire, l'état nutritionnel et la santé des populations du Niger.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

- Appui aux communes dans l'élaboration des Plans Locaux Eau et Assainissement pour planifier et réaliser des points d'eau et des latrines publiques.
- Appui aux Conseils Régionaux dans l'élaboration d'un schéma d'utilisation des zones pastorales afin de planifier et réaliser des puits pastoraux dans des espaces sécurisés.
- Formation des populations aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement (construction de latrines familiales).
- Mise à disposition des moyens financiers aux Services Techniques Déconcentrés et aux Collectivités Territoriales Décentralisées.
- Contribution au Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau, y compris en appuyant la base de données.
- Appui à l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales.

QUELQUES RÉSULTATS OBTENUS (Phase2)

- 202 bornes fontaines, 31 robinets de Poste d'eau autonome (PEA), 142 villages raccordés à une AEP ou un PEA, 44 robinets dans les ménages totalisant 118'231 bénéficiaires.
- Les communes utilisent leurs Plans Locaux de l'Eau et d'Assainissement (PLEA) pour sélectionner les sites prioritaires.
- 28 communes appuyées par le programme ont mis en place des mécanismes de reddition.
- 3 Conseils Régionaux et 35 communes suivent les potentiels conflits liés à l'utilisation des 60 puits, impliquant tous les acteurs de la gestion des terroirs.

MESSAGE CLÉ

La Suisse contribue efficacement à la décentralisation dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.



MIGRATION INTERNE ET APPORT DE LA DIASPORA (NARIMEY*)




PHASE D'OUVERTURE


Les femmes et les enfants migrants actifs dans le secteur du travail domestique sont surexploités et souvent victimes de violences. NARIMEY soutiendra les efforts du gouvernement pour maximiser les bénéfices de la migration interne et régionale pour le développement. Il vise une migration de travail respectueuse des droits humains et un meilleur engagement de la diaspora au développement socio-économique du Niger.

**Narimey = 'Voyage' en langue locale sonrai*

 **DURÉE**
2021 - 2029

 **COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE**
Toutes les régions

 **BUDGET**
CHF 5 300 000
FCFA 3 180 000 000

 **GROUPES CIBLES**

- Etat (collectivités territoriales, institutions en charge de la diaspora, Cadre de Concertation Migration)
- Migrants (femmes, jeunes, enfants)
- Organisations de la société civile
- Structures de recherches

 **MANDATAIRE**
N/A

 **PARTENAIRES**

- Fatières des Collectivités Territoriales
- Cadre de Concertation Migration
- Haut Conseil des Nigériens de l'extérieur
- Direction des Nigériens de l'Extérieur

OBJECTIF GLOBAL

Accompagner le Niger dans la mise en œuvre de la Politique Nationale de Migration sur les thématiques suivantes : la protection des migrants, notamment les femmes et les enfants; la participation et l'implication de la diaspora au développement local; et l'amélioration du dialogue entre les acteurs multiformes de la migration.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

- Dialogue politique à travers le renforcement des mécanismes de coordinations du Cadre de Concertation Migration (CCM) et les reformes des politiques basées sur les résultats de la recherche
- Protection des femmes et des enfants dans le secteur du travail domestique
- Meilleure structuration de l'apport de la diaspora à travers un appui au Haut-Commissariat des Nigériens de l'Extérieur (HCNE) et la Division des Nigériens de l'Extérieur (DNE)

QUELQUES RÉSULTATS ESCOMPTÉS

- Les acteurs (Ministères, Collectivités Territoriales, Partenaires Techniques et Financiers, Organisation de la Société Civile) ont une meilleure compréhension de la migration et les politiques et stratégies nationales, sectorielles et locales sont en cohérence avec les opportunités et les défis liés à la migration interne et régionale.
- Les migrants (jeunes, femmes et enfants) sont mieux informés sur les risques de la migration et exercent dans un cadre respectant mieux les droits humains et le droit du travail.
- Les capacités des acteurs (institutionnels, consultatifs, associations, Collectivités Territoriales) autour de la diaspora sont durablement renforcées et l'apport de la diaspora est davantage orienté vers des investissements profitants aux communautés d'origine.

MESSAGE CLÉ

La Suisse renforce le dialogue multi-acteurs et appréhende la mobilité interne, inter-régionale comme vecteur de développement.



GENRE

Au Niger, la persistance, voire l'accroissement des inégalités liées au genre nécessitent des efforts supplémentaires pour inverser durablement cette tendance. Tous les programmes et projets soutenus par la Suisse incluent les femmes de manière effective et prévoient des mécanismes opérationnels permettant de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes.

QUELQUES CHIFFRES :

- **Population:** 22.4 millions dont 49.8% et 50.2% d'hommes
- **Proportion de la population féminine rurale vivant sous le seuil de pauvreté:** 67%
- **Proportion des femmes travaillant dans le secteur agricole:** 72 %
- **Taux d'alphabétisation :** 18% chez les femmes ; 40% chez les hommes
- **Indice de fécondité:** 7,6 enfants / femme (plus élevé au monde)
- **Rang au classement de l'Indice de développement de genre :** 154e sur 162 pays (Rapport sur le développement humain 2020)

Source :
PROFIL GENRE NIGER
BAD - 2020

OBJECTIF GLOBAL

Réduire les facteurs d'exclusion et promouvoir l'égalité des chances ainsi qu'un accès équitable aux ressources, aux services publics et aux processus de décision.

ENGAGEMENT DE LA SUISSE

La Suisse met un accent particulier sur la promotion du genre et des droits des femmes en situation de conflit, de mobilité et dans des contextes fragiles à travers le renforcement des capacités des acteurs locaux dans la prise en charge psychosociale des victimes de VBG (Violence basée sur le genre) et le renforcement des comités communautaires de protection.

La Suisse soutient les efforts du Niger en matière de formation professionnelle et d'éducation alternative adaptées aux besoins des femmes et des jeunes filles, notamment dans les zones rurales. Cela permet à celles-ci de générer des revenus et d'être plus résilientes. La présentation non discriminée de filières aux filles et aux garçons, la sensibilisation sur l'importance de la scolarisation et du maintien de la jeune fille à l'école et l'implication des acteurs locaux et communautaires sont gages d'appropriation et de durabilité.

La promotion de l'entrepreneuriat local et le ciblage des filières dite féminines permet d'améliorer l'accès des femmes aux moyens de production, de financement et de services et de réduire ainsi les inégalités d'autonomisation économique.

La Suisse mène des actions pour l'instauration d'un contexte favorable à l'accès aux instances de prise de décision et au contrôle des ressources de développement par le renforcement de la participation des femmes en tant que citoyenne au niveau politique et de la gouvernance locale. Cela se fait par la formation et le coaching des femmes leaders, l'engagement des partis politiques, les campagnes d'information et de sensibilisation à travers les médias. Aussi les collectivités territoriales sont accompagnées dans la délivrance des services d'une manière équitable.

MESSAGE CLÉ

Pour la Suisse l'égalité homme-femme est un outil-clé dans la lutte contre la pauvreté et pour la promotion du développement durable.

MOMENTS FORTS 2022

Du 07 au 09 février 2022, le Président de la Confédération Suisse, Ignazio Cassis a effectué une visite de travail au Niger. Il était accompagné de la Présidente du Conseil National Irène Kälin et du Président du CICR (Comité International de la Croix-Rouge) Peter Maurer. Il s'agissait non seulement de la première visite présidentielle suisse au Niger, mais aussi d'une visite unique, voire historique compte tenu de la composition de la délégation.



Tête à tête entre les deux présidents ▲



Conférence de presse des deux présidents



Riches discussions au dîner de gala



Photo de famille avec l'équipe du Bureau de la coopération suisse et agence consulaire au Niger



Rencontre avec des jeunes non scolarisés et déscolarisés y compris les enfants des réfugiés



Visite guidée du centre des activités génératrices de revenus pour des personnes handicapées



Visite guidée du centre des handicapés locomoteurs soutenu par le CICR



Qatar
Foundation

MERCY
SUIS



I
S
F

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES
BARACK OBAMA

Credit photo : Coopération suisse & partenaires

Design Graphique : Kankpe Komlan Kansi



Bureau de la coopération suisse et agence consulaire au Niger
Rue du Souvenir 267 - B.P. 728 Niamey, Niger
+227 20 73 39 16
niamey@eda.admin.ch
www.eda.admin.ch/niger

 @DDCNiger